

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

Beauvais, le 09/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DOW France

Plateforme chimique
rue Frédéric Kuhlmann
60870 Villers-Saint-Paul

Références : IC-R/0411/23-MB/SL
Code AIOT : 0005101667

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement DOW France implanté RUE FREDERIC KUHLMANN 60870 Villers-Saint-Paul. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DOW France
- RUE FREDERIC KUHLMANN 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005101667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société exploite des installations de fabrication de polymères acryliques en solution dans l'eau utilisés principalement dans le domaine de la détergence (additifs dans les lessives pour le linge et les lave-vaisselles) et dans le traitement des eaux. Une partie de ces polymères est séchée sur le site.

Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2013.

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également les sociétés Arkema (Seveso Seuil Haut), Chemours (Seveso Seuil Bas), IWT (Autorisation) et VSPU (Autorisation).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle inopiné pour analyses de recherche de légionelles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a	/	Sans objet
2	Prélèvement pour analyse	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	/	Observations

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été constatée sur les points contrôlés.

Deux observations ont été formulées. Des réponses de l'exploitant sont attendues sous 15 jours.

Au jour de la rédaction du présent rapport, les résultats des analyses de recherche de légionelles n'étaient pas connus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fréquence des analyses réglementaires des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques à cette méthode d'analyse et exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L). L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées. Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.
Constats : La fréquence mensuelle d'analyses de recherche de légionelles est respectée. Les résultats sont enregistrés mensuellement sous GIDAF. Aucun dépassement de la concentration de 100 UFC/l n'a été constaté au cours de l'année 2023. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports des deux dernières analyses (août et septembre 2023). Ces analyses sont effectuées selon la norme NF T90-431 par le laboratoire EUROFINS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prélèvement pour analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air. Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives. Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement. En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> , ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse. En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante. Les dispositions relatives aux échantillons répondent aux dispositions prévues par la norme NF T90-431 (avril 2006) ou par toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence de deux points de prélèvements repérés par un marquage dans le bâtiment 201A. Ces deux points de prélèvements sont situés au refoulement de deux pompes qui alimentent le circuit de refroidissement à partir d'une cuve de 15 m ³ (située sous le niveau de dallage de l'atelier). L'exploitant a indiqué que les pompes ne fonctionnaient pas simultanément. L'une des pompes fonctionne préférentiellement. L'autre pompe est démarrée hebdomadairement pour éviter une stagnation prolongée d'eau dans cette partie du circuit. L'eau d'appoint et les produits de traitement sont injectés directement dans la cuve de 15 m ³ . L'emplacement des points d'injection et notamment leur situation para rapport aux points de pompage n'a pas pu être visualisé lors de l'inspection. L'exploitant s'assurera que ces injections ne sont pas à proximité des aspirations des pompes et en tout état de cause que les prélèvements en vue de l'analyse des légionelles ne sont pas sous l'influence des produits de traitement ni de l'eau d'appoint (observation n° 1).

Au jour de la visite, l'exploitant a précisé que la pompe qui fonctionnait (et au refoulement de laquelle le prélèvement a donc été réalisé) n'était pas la pompe principale. En effet, l'état de cette dernière étant dégradé, un fonctionnement permanent n'est pas permis. La pompe de secours est donc utilisée jusqu'à réparation de la pompe principale. Celle-ci serait tout de même démarrée sous une fréquence qui n'a pas pu être précisée par l'exploitant.

L'analyse méthodique des risques transmise par l'exploitant par courriel du 28/09/2023 prévoit bien le démarrage hebdomadaire de la pompe de secours (avec enregistrement de cette action dans un cahier de suivi). L'exploitant précisera les actions menées pendant la période actuelle de fonctionnement dégradé (observation n° 2).

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas pu préciser si, en période de fonctionnement normal des installations, des prélèvements étaient réalisés au niveau du point de prélèvement de la pompe secondaire (observation n° 3).

Observations :

Observation n° 1 :

L'exploitant s'assurera que les injections de produits de traitements et d'eau d'appoint ne sont pas à proximité des aspirations des pompes. L'exploitant explicitera que les prélèvements en vue de l'analyse des légionelles ne sont pas sous l'influence des produits de traitement ni de l'eau d'appoint.

Observation n° 2 :

L'exploitant indiquera les actions menées pour la gestion des bras morts pendant la période actuelle de fonctionnement dégradé (état dégradé de la pompe principale).

Observation n° 3 :

L'exploitant indiquera si, en période de fonctionnement normal des installations, des prélèvements pour recherche de légionelles sont réalisés au niveau du point de prélèvement identifié au refoulement de la pompe de secours du circuit de refroidissement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet